



Communiqué

Front commun secteurs public et parapublic

La dernière semaine du mois d'octobre aux couleurs du Front commun

Montréal, le 25 octobre 2009 – Les membres du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) sont fin prêts à entamer le dernier sprint de leur tournée des régions. Le point final de cette tournée sera marqué par un grand rassemblement à Montréal où plus de 5000 personnes sont attendues au CEPSUM le 29 octobre 2009, en soirée. Le lendemain à Québec, le Front commun déposera ses demandes au Conseil du trésor.

Après Québec, Val-d'Or, Saguenay, Sherbrooke, Baie-Comeau, St-Hyacinthe, Gaspé, Joliette, St-Jérôme et Trois-Rivières, la tournée du Front commun s'arrêtera cette semaine à Rimouski et à Gatineau le 27 octobre, puis à Montréal, le 29. Jusqu'à maintenant, la tournée du Front commun connaît un véritable succès. Plus de 5000 personnes se sont présentées aux différentes assemblées ou ont reçu les représentants de la tournée du Front commun dans leur milieu de travail.

Partout sur le territoire québécois, à l'occasion de cette tournée, le message est clair : les centaines de personnes des secteurs public et parapublic rencontrées considèrent que grâce à l'importance du secteur public, le Québec a mieux résisté à la récession et elles demandent que l'État cesse son désengagement dans les services à la population.

« L'effronterie » du secteur public

Les syndiqués rencontrés ont souvent déploré le dénigrement dont ils sont la cible de la part de certains chroniqueurs et faiseurs d'opinions qui n'hésitent pas à dévaloriser leur contribution essentielle à la société. Notamment, ils n'ont pas apprécié les propos tenus par l'un de ces chroniqueurs concernant « l'impudence, l'insolence et le sans-gêne » des employés du secteur public.

Plusieurs des personnes rencontrées ont tenu à souligner qu'elles sont de bas salariés, à statut précaire ou croulant sous la lourdeur de la tâche. Elles sont inquiètes des difficultés de recrutement et de la qualité des services à la population. Les employés des secteurs public et parapublic n'acceptent pas d'être traités avec mépris parce qu'ils revendiquent des améliorations à leurs conditions de travail et à leurs conditions salariales, comme ils ne veulent pas être les boucs émissaires de la récession. Ils accusent un retard salarial croissant par rapport aux autres travailleuses et travailleurs québécois. Résultat : il est de plus en plus difficile d'attirer et de retenir la main-d'œuvre qualifiée. Prôner un nouveau recours aux décrets et aux gels salariaux est une attitude complètement irresponsable pour l'avenir de nos services publics.

Négo 2010 : c'est parti !

Au cours de la semaine qui vient, toutes les organisations membres du Front commun déposeront leurs demandes sectorielles et feront connaître leurs revendications concernant leurs conditions de travail. De son côté, le Front commun déposera ses demandes concernant les conditions salariales, la conciliation travail-famille, les droits parentaux et la retraite au Conseil du trésor le 30 octobre 2009, à Québec.

De plus, dans le but de souligner cette importante journée, tous les employés québécois des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation, de la fonction publique et de certains organismes gouvernementaux accompliront un geste symbolique unitaire sans précédent : ils souligneront le lancement des négociations dans les secteurs public et parapublic en présentant une déclaration de négociation à leur employeur local, tout en arborant un autocollant « C'est parti ! ».

Une négociation rapide

Le Front commun souhaite que le gouvernement passe de la parole aux actes. Ce dernier s'est dit ouvert à mener rapidement les négociations, afin d'en arriver à un règlement négocié. Le Front commun est bien décidé à mettre tout en œuvre pour que ce scénario se réalise, avec l'objectif de signer de nouveaux contrats de travail d'ici le 31 mars 2010, date d'échéance de la loi spéciale.

Le Front commun regroupe 475 000 personnes salariées des services publics. Il s'agit des fonctionnaires et des professionnels du gouvernement, et de tous les travailleuses et travailleurs syndiqués des réseaux de la santé, de l'éducation et de certains organismes gouvernementaux. Le Front commun est formé du SISF (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ, FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB, UES).

-30-

Pour information :

Marjolaine Perreault, SISF : 514 235-5082

Jean-Pierre Larche, CSN : 514 605-0757

Mélanie Malenfant, FTQ : 14 705-0298